

PRODUITS ALIMENTAIRES,
DE SANTÉ ET DE CONSOMMATION
DU CANADA



PERMETTONS À NOS FABRICANTS CANADIENS DE FABRIQUER :

UN PLAN CONCRET POUR RÉDUIRE LES COÛTS, CRÉER DES EMPLOIS ET STIMULER LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

FÉVRIER 2025

240-340, RUE ALBERT
CONSTITUTION SQUARE
TOUR III

OTTAWA, ON K1R 7Y6

TÉL. : 613 723-0777
TÉLÉC. : 613 723-0779

INFO@FHCP.CA

2700, BOUL. MATHESON EST
TOUR EST, BUREAU 602E

MISSISSAUGA, ON L4W 4V9

TÉL. : 416 510-8024
TÉLÉC. : 416 510-8043



PASC PRIORISE LES CANADIENS ET LEURS FAMILLES D'ABORD

Produits alimentaires, de santé et de consommation du Canada (PASC) a mandaté un vaste sondage d'opinion publique national en janvier 2025 pour découvrir ce que recherchent réellement les Canadiens.¹ Les résultats orientent la voie décrite dans le présent document pour réduire les coûts aux consommateurs canadiens, créer plus d'emplois et contribuer à la croissance économique du Canada.

Les Canadiens réclament de vraies solutions à la hausse du coût de la vie, une stratégie claire pour obtenir des emplois mieux rémunérés et plus stables, et davantage de choix dans leur vie quotidienne. Parallèlement, ils rejettent les politiques gouvernementales qu'ils jugent déconnectées de la réalité, dénuées de bon sens et qui, en fin de compte, rendent la vie plus coûteuse en omettant de répondre à leurs priorités fondamentales.

Les gens souhaitent des approches pratiques, axées sur les résultats et basée sur une philosophie « Le Canada, d'abord », des approches qui respectent leur argent si durement gagné, qui favorisent la création d'emplois locaux et qui préservent l'autonomie personnelle, plutôt que des politiques qui semblent déconnectées des réalités quotidiennes et qui imposent un fardeau financier supplémentaire à la population et à leurs familles.

Les membres de PASC reconnaissent qu'avant tout la population s'attend à trois choses :

- une vie abordable avec des produits de première nécessité qui sont bon marché;
- de bons emplois locaux qui contribuent à la prospérité des petites villes et des grandes métropoles;
- une source fiable de produits alimentaires, de santé et de consommation courante de qualité qu'ils utilisent au quotidien.

¹ Enquête nationale Abacus Data menée en janvier 2025 auprès de 3 000 adultes canadiens.





Notre engagement est de répondre à ces attentes en produisant des produits sécuritaires et de haute qualité au Canada, en réduisant les obstacles à la chaîne d'approvisionnement et en défendant des réglementations modernes et rationnelles. Lorsque le gouvernement se retire et permet aux fabricants de faire ce qu'ils font de mieux, nous constatons une croissance économique qui profite à tous : travailleurs, familles et collectivités entières.

Depuis plus de 60 ans, PASC est la plus grande association industrielle nationale représentant les entreprises qui fabriquent et distribuent la plupart des produits de consommation courante que l'on trouve dans les foyers canadiens. Notre industrie est le premier employeur manufacturier au Canada, avec plus de 350 000 personnes travaillant à la fabrication des produits dont les Canadiens dépendent dans près de 10 000 installations à travers toutes les régions du pays.

Nos membres transforment les produits des agriculteurs canadiens en produits finis à valeur ajoutée dont se nourrissent les familles au pays et dans le monde entier. Ils fabriquent des médicaments en vente libre et des produits de santé naturels sécuritaires et efficaces qui permettent aux Canadiens de prendre soin d'eux-mêmes, ce qui allège la pression sur un système de santé déjà surchargé.

Les consommateurs font confiance aux marques des membres de PASC depuis plus d'un siècle. Près de 80 % des produits que les Canadiens voient sur les étagères de leurs épicerie et pharmacies sont fièrement fabriqués par nos entreprises membres. Les Canadiens interagissent avec nos produits tous les jours, ce qui place notre secteur au cœur de chaque foyer et collectivité canadienne.

LES TROIS ENGAGEMENTS DE PASC

En cette année électorale 2025, nous demandons à tous les dirigeants fédéraux, à tous les candidats aux élections et à tous les Canadiens de se rallier autour de ces trois engagements :

- 1. Défendre l'accessibilité et l'abordabilité pour les consommateurs :** Éliminer les taxes, frais et politiques inutiles qui augmentent le prix final des produits d'usage courant et nuisent à la fiabilité de l'approvisionnement des produits.
- 2. Éliminer les formalités administratives superflues :** Abroger les règlements et procédures obsolètes et contraignantes qui ne font qu'augmenter le coût des produits de consommation courante.
- 3. Stimuler la production canadienne et réduire les coûts liés aux activités commerciales :** Créer un climat propice à la création d'emplois, offrir un environnement commercial qui attire les investissements étrangers, éliminer les obstacles au commerce interprovincial et sécuriser la chaîne d'approvisionnement des produits d'usage courant.

DÉFENDRE L'ACCESSIBILITÉ ET L'ABORDABILITÉ POUR LES CONSOMMATEURS

Au cours des cinq dernières années, les Canadiens ont constamment placé le coût de la vie parmi leurs principales préoccupations et, même si les États-Unis ont ajouté à l'incertitude, l'abordabilité reste l'enjeu le plus important aux yeux des Canadiens de tous âges.

L'inflation croissante, le prix des denrées alimentaires et des biens de consommation emballés essentiels, ainsi que les perturbations mondiales telles que la pandémie de COVID-19 ont exacerbé le sentiment de précarité financière. Cette anxiété est encore attisée par les informations faisant état de problèmes liés à la chaîne d'approvisionnement, de pénuries de main-d'œuvre et de relations commerciales instables, en particulier avec les États-Unis.

Un sondage national réalisé en janvier 2025 a confirmé cette inquiétude économique concernant le coût de la vie : 42 % des Canadiens citent l'abordabilité des produits essentiels tels que la nourriture, les produits de santé et les articles de consommation courante comme leur priorité absolue, bien au-delà des préoccupations en matière de commerce, de l'emploi, de la capacité des services de santé ou du changement climatique. Plus de la moitié des personnes interrogées déclarent se sentir profondément stressées par les prix des denrées alimentaires et des produits de consommation emballés, ce qui met en évidence une pression financière importante sur le budget des ménages.



Nous sommes déterminés à travailler avec le gouvernement pour éliminer les taxes et les frais inutiles qui font grimper les prix pour les consommateurs et leur permettre d'accéder plus facilement aux produits dont ils ont besoin au quotidien. De plus en plus de Canadiens ont recours aux banques alimentaires. Notre plan contribuera à réduire les coûts pour les consommateurs, à assurer l'approvisionnement en produits essentiels et à faire baisser les prix à terme.

Voici quelques exemples des opportunités que nous entrevoyons :

- Éliminer toute forme de taxe sur le carbone qui affecte directement ou indirectement les contribuables canadiens ordinaires par le biais de la hausse des prix des produits alimentaires, du chauffage et de l'essence.
- Contribuer à ce que les Canadiens aient accès aux informations dont ils ont besoin sur les produits grâce à des outils numériques modernes, au lieu de bourrer des étiquettes de plus en plus complexes et coûteuses de mots de plus en plus nombreux et de rendre les emballages plus difficiles à recycler. Réduire les déchets d'emballage de cette manière plutôt que d'interdire les plastiques profite à la fois aux consommateurs et à l'environnement.
- Aider les Canadiens à prendre soin d'eux-mêmes en éliminant la TPS sur certains produits de santé grand public et en les rendant admissibles au crédit d'impôt pour frais médicaux. Plus de 80 % des Canadiens interrogés ont considéré que c'était une bonne idée. Pourquoi ne pas aller encore plus loin et rendre permanente la suspension des taxes sur les aliments décrétée l'année dernière ?





ÉLIMINER LES FORMALITÉS ADMINISTRATIVES SUPERFLUES

Depuis l'introduction de la règle du « un pour un » il y a près de dix ans, une politique visant à équilibrer les nouvelles réglementations en supprimant celles qui existent déjà, le nombre d'exigences administratives fédérales a augmenté de 14,6 %, atteignant 148 770 en juin 2022.² Les formalités administratives et les réglementations lourdes et obsolètes ont un effet dissuasif sur les investissements nationaux et étrangers dans le secteur manufacturier.

Les entreprises ne sont pas les seules à constater le problème : 80 % des Canadiens interrogés estiment qu'il est essentiel de moderniser les réglementations obsolètes et de réduire les formalités administratives afin que les entreprises canadiennes puissent innover, croître et répondre à leurs besoins non satisfaits. Soixante pour cent des personnes interrogées ont déclaré que la réduction des formalités administratives pour les produits alimentaires et de santé peut accélérer les autorisations sans compromettre à la sécurité.

Une étude récente menée par Manufacturiers et Exportateurs du Canada et PASC auprès de plus de 320 fabricants a révélé que 77 % d'entre eux ont indiqué que si les coûts de conformité réglementaire étaient réduits, ils réaffecteraient les économies réalisées à des améliorations des immobilisations telles que l'agrandissement des usines, la modernisation des installations et l'achat de nouveaux équipements.³

² *Canadian Manufacturers & Exporters, Regulate Better, Grow Faster : CME 2024 Regulatory Burden and Red-Tape Survey, 2024.*

³ *Canadian Manufacturers & Exporters, Regulate Better, Grow Faster : CME 2024 Regulatory Burden and Red-Tape Survey, 2024.*



Nous envisageons de nombreuses possibilités de collaboration avec le gouvernement pour réduire les formalités administratives et moderniser la réglementation afin que les entreprises puissent prospérer et fournir aux familles canadiennes des produits essentiels, sécuritaires et abordables.

En voici quelques exemples :

- Parmi les nombreux défis posés par le système de réglementation alimentaire canadien, on peut citer les pénuries prolongées de lait maternisé en 2022 et 2023 qui ont mis en évidence des lacunes critiques dans notre système de réglementation, où l'approbation de nouveaux produits peut prendre plus de 410 jours, soit beaucoup plus qu'aux États-Unis (90 jours), en Europe ou en Australie. Ces retards limitent l'accès à des préparations essentielles et innovantes, ce qui rend les familles vulnérables.
- En raison d'un régime réglementaire obsolète, les Canadiens n'ont accès aux nouveaux médicaments en vente libre que sept à dix ans après les Américains ou les Européens. En remédiant à cette situation, nous pouvons donner aux gens l'accès à des produits d'autosoins plus sécuritaires et plus efficaces, ce qui les aidera à prendre en charge leur santé et réduira le fardeau des problèmes de santé mineurs sur notre système de santé.
- La compétitivité n'est pas une composante essentielle du mandat des régulateurs. Si cette situation changeait, l'impact potentiel de leurs activités et décisions sur l'accès des consommateurs aux produits essentiels et la croissance économique pourrait être réellement pris en compte.

STIMULER LA PRODUCTION CANADIENNE ET RÉDUIRE LES COÛTS DES ACTIVITÉS COMMERCIALES

Les Canadiens observent les perturbations mondiales, telles que celles déclenchées par la pandémie et les différends commerciaux avec les États-Unis, et concluent que le Canada doit être plus autonome. Les politiques qui renforcent la capacité nationale et l'autosuffisance économique sont privilégiées pour atténuer les crises futures. Les sondages ont montré que 80 % des Canadiens pensent que le gouvernement devrait donner la priorité aux politiques « Le Canada, d'abord » pour les chaînes d'approvisionnement essentielles dans les domaines de l'alimentation, de la santé et des produits de consommation.

Le sondage d'opinion national révèle en outre une forte préférence pour une industrie manufacturière nationale solide. La moitié des Canadiens indiquent qu'ils préféreraient produire des biens localement, même si cela entraîne une certaine augmentation des prix. La plupart des consommateurs expriment leur surprise ou leur déception en apprenant que 60 à 70 % des aliments emballés sont importés des États-Unis, ce qui renforce l'intérêt pour la réduction de la dépendance aux importations.



Malgré son rôle crucial dans l'économie du pays, le secteur manufacturier a souffert d'une période prolongée de faiblesse des investissements, de productivité anémique et de compétitivité déclinante à partir du début des années 2000. Le Canada a connu une longue période de faiblesse des dépenses d'investissement des entreprises, ce qui explique en grande partie pourquoi le secteur manufacturier canadien n'atteint pas son potentiel. En effet, le niveau d'investissement des entreprises dans les structures non résidentielles, les machines et les équipements reste à ce jour inférieur à son plus haut niveau de 2014.⁴

En conséquence, le Canada continue d'accuser un retard par rapport à ses pairs de l'Organisation de coopération et de développement économiques en termes de croissance des investissements des entreprises, se classant avant-dernier parmi un groupe de 31 pays.⁵ Chez nous, nous constatons que les divisions canadiennes des entreprises multinationales sont 30 % moins rentables que leurs homologues américaines, ce qui met en évidence la nécessité de trouver des moyens de réduire les coûts afin que les entreprises puissent réinvestir dans la croissance.⁶ Le message est clair : les entreprises voient moins d'opportunités au Canada. Il est grand temps d'investir davantage dans la fabrication de produits alimentaires, de santé et de consommation, tout en reconnaissant le rôle important des investissements directs étrangers des multinationales, qui créent des emplois, réalisent des investissements en capital, favorisent la concurrence entre les entreprises nationales, apportent de nouvelles technologies et contribuent à l'amélioration des compétences de la main-d'œuvre.

4 Canadian Manufacturers & Exporters, *Manufacturing Canada's Future*, 2023.

5 Canadian Manufacturers & Exporters, *Manufacturing Canada's Future*, 2023.

6 Enquête auprès des membres de Produits alimentaires, de santé et de consommation du Canada, octobre 2023





Il y a aussi les barrières commerciales interprovinciales de longue date qui sont mises en évidence alors que nous cherchons à stimuler la croissance économique et l'autosuffisance en réponse au différend commercial avec les États-Unis. Une étude réalisée en 2017 par Statistique Canada a révélé que la réglementation commerciale pancanadienne impose l'équivalent d'un tarif de 6,9 % sur les marchandises qui traversent les frontières provinciales et territoriales. En comparaison, les coûts du commerce intérieur aux États-Unis sont pratiquement nuls.⁷

Notre secteur est confronté à divers obstacles au commerce interprovincial. La classification des médicaments par les provinces en est un exemple. Le gouvernement fédéral décide quels produits de santé sont approuvés pour la vente et s'ils nécessitent une ordonnance, mais les provinces décident où et comment les produits seront vendus. Toutes les provinces ne suivent pas les mêmes normes (et le Québec a son propre processus contraignant) ce qui entraîne des retards et un accès inégal aux produits de santé essentiels pour les consommateurs.

Il est temps que le gouvernement **permette aux fabricants de fabriquer**, afin de stimuler la fabrication de produits alimentaires, de santé et de consommation. Nous voulons travailler avec le gouvernement pour y parvenir. Voici un aperçu des possibilités que nous envisageons pour accroître la production manufacturière nationale, les investissements étrangers et les exportations à valeur ajoutée vers divers marchés :

- Encourager les projets d'investissement dans le secteur manufacturier ;
- Améliorer la fiabilité de notre système ferroviaire et routier ;
- Fournir une énergie fiable et abordable pour alimenter les opérations ;
- Renforcer la coordination entre les gouvernements pour éliminer les obstacles au commerce interprovincial ;
- Faciliter l'accès des entreprises aux programmes qui les aident à se mondialiser ;
- Développer et améliorer les compétences de la main-d'œuvre manufacturière ;
- Investir dans les infrastructures de recyclage et soutenir les nouvelles innovations en matière de recyclage.

Si le prochain gouvernement fait tout cela, notre secteur a le potentiel de créer 100 000 nouveaux emplois dans l'industrie manufacturière- des emplois bien rémunérés et stables, qui amélioreront le niveau de vie des collectivités partout au pays et renforceront l'offre domestique. Tout le monde y gagnera.

⁷ Canadian Manufacturers & Exporters, *Regulate Better, Grow Faster: CME 2024 Regulatory Burden and Red-Tape Survey*, 2024.

VISION POUR L'AVENIR

Nous sommes prêts à travailler avec tout gouvernement qui souhaite réellement apporter de l'aide aux familles, garantir le maintien des inventaires et bâtir une économie autonome et à l'abri des crises tarifaires comme celle à laquelle nous sommes actuellement confrontés. Il est temps que le gouvernement crée un environnement qui permette aux fabricants canadiens de produits alimentaires, de santé et de consommation de prospérer. Laissons les esprits les plus brillants et les fabricants les plus assidus du Canada faire ce qu'ils font de mieux : fournir des produits essentiels abordables et de haute qualité à tous, et ce, à tous les jours.

Telle est notre vision. Elle est pratique, elle est fondée sur les priorités de la population et elle est conçue pour cette occasion unique. Saisissons-la ensemble. **Permettons à nos fabricants de fabriquer.**



NOS MEMBRES



NOS MEMBRES

